

# La participation citoyenne sert à nommer les ponts

**La loi Climat et Résilience montre comment notre gouvernement maltraite la participation citoyenne - Volt fait appel aux citoyens pour qu'ils s'engagent directement dans la politique**

**Paris, le 27 mars 2021 - L'écume de la Convention Citoyenne pour le Climat sera discuté à l'Assemblée Nationale dans les jours qui viennent. Il s'agit d'un exercice visant à maquiller nos efforts contre le changement climatique, tout comme les initiatives de participation citoyenne semblent être des conventions potemkines.**

## **Les recevables**

Le 29 mars, le texte de la loi Climat et Résilience sera examiné en séance publique à l'Assemblée nationale. Cette loi, censée être fondée sur les propositions faites par la Convention Citoyenne pour le Climat, a été considérablement affaiblie par le gouvernement. Elle s'aligne désormais sur les lacunes de la lutte contre le changement climatique pour lesquelles l'État a été condamné dans l'affaire du siècle. Avec ce qui reste - les propositions jugées recevables - les changements qualitatifs de modèles, économique, social et climatique ne sont pas au rendez-vous. La loi apporte donc suffisamment de maquillage vert pour cacher le non-respect des promesses faites dans l'Accord de Paris. Au lieu d'une transition vers un programme progressiste, la France fera peser sur ses enfants les conséquences de ses faibles efforts d'aujourd'hui.

## **L'exploitation de la participation citoyenne**

Il est inquiétant de constater qu'il s'agissait d'une énième initiative visant à donner la parole aux citoyens pour ensuite faire marche arrière lorsque ces citoyens présentent des propositions. Cela s'est déjà produit avec le grand débat et cela se produit à nouveau avec la Conférence pour l'avenir de l'Europe - qui est basée sur notre concept français de la participation citoyenne avec tous ses défauts. Si nous donnons la parole aux citoyens au-delà de la désignation des ponts ou de la décision binaire sur le destin d'un pays, les assemblées de citoyens guidées par des experts ont montré qu'elles étaient capables de formuler des revendications sophistiquées. La question reste si la politique utilise la participation citoyenne comme une couche supplémentaire de maquillage ou afin d'inclure effectivement les citoyens pour justifier des décisions même difficiles.

Charles Evain, président de Volt France : "C'est décevant et aussi mauvais pour l'engagement des citoyens en politique de voir combien d'efforts ont été déployés et

combien de propositions ont été retenues. Volt cherche à faire la politique autrement en ayant un agenda progressiste et surtout en se basant sur la participation citoyenne pour construire son programme. Nous venons de prouver que cela fonctionne aux Pays-Bas avec nos premiers élus au sein d'une assemblée nationale. Cette année, Volt se présente aux élections parlementaires en Bulgarie et en Allemagne. L'année prochaine ici en France nous allons nous présenter aux élections législatives."

### Contact

Matthieu GERRER - Co-Lead Communication Volt France

[matthieu.gerrer@volteuropa.org](mailto:matthieu.gerrer@volteuropa.org)

### A propos

Volt France est le chapitre français de Volt Europa - mouvement citoyen paneuropéen fondé en 2017 qui a pour but d'améliorer la participation citoyenne dans la politique. Avec un élu au parlement européen, trois sièges au parlement néerlandais et une présence dans 30 pays - dont 15 constituant des partis politiques, Volt fait la politique autrement - plus participative, plus progressive et en dépassant les frontières.

### Liens

Volt France : <https://voltfrance.org/>

Volt Europa: <https://volteuropa.org/>